



CAADP

Introducing the

Comprehensive Africa Agriculture Development Programme (CAADP)



PARTNERSHIPS
IN SUPPORT
OF CAADP

L'Agriculture et le PDDAA:

Une nouvelle vision pour l'Afrique

En Afrique, la question de la pauvreté est intimement liée à celle de la faim. L'aborder signifie rechercher les voies et moyens pour améliorer la sécurité alimentaire et les revenus en milieu rural. En effet, la faim participe à la pauvreté non seulement par la réduction des capacités physiques et intellectuelles des populations mais aussi elle lessive pratiquement leur capacité d'entreprise, leur intelligence et leur énergie. La faim et la malnutrition sont dévastatrices pour les enfants car elles compromettent leur potentiel à l'âge adulte et augmentent les risques que leur propre progéniture endurent le même cycle de privation et de pauvreté toute leur vie.

Améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et augmenter les revenus dans les économies hautement agraires de l'Afrique constituent les objectifs liés entre eux du Programme Détaillé pour le Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Le PDDAA qui est un programme conçu et élaboré par les africains comme faisant partie du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) a été approuvé, en juillet 2003, par l'Assemblée de l'Union Africaine.

Qu'est-ce que le NEPAD?

Mandatés par l'Organisation de l'Unité Africaine, les gouvernements d'Algérie, d'Égypte, du Nigéria, du Sénégal et d'Afrique du Sud ont pris l'initiative de lancer le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) – un cadre stratégique pour le développement socio-économique panafricain. Le NEPAD est une action radicalement nouvelle, faite en Afrique et menée de main par des dirigeants africains, pour relever les principaux défis auxquels le continent fait face.

Ceux-ci incluent l'accroissement de la pauvreté, le sous-développement et la marginalisation persistante du continent sur la scène internationale. Parce que l'Afrique est principalement agraire, le PDDAA est considéré comme étant une des plus importantes composantes du NEPAD.

A travers le PDDAA, les gouvernements africains s'engagent à augmenter la productivité agricole d'au moins six pour cent par an ; ce qui est le minimum requis pour permettre à l'Afrique de connaître la croissance socio-économique avec l'agriculture pour locomotive. Pour y arriver, ces gouvernements se sont mis d'accord pour consacrer au moins 10 pour cent de leurs budgets nationaux à l'investissement public dans le secteur agricole ; ce qui est une avancée significative au regard de la moyenne de quatre à cinq pour cent qu'ils y consacrent habituellement.

Jusqu'ici seulement quelques pays ont atteint ou dépassé cette cible de 10 pour cent, il s'agit des pays suivants : Mali, Madagascar, Namibie, Niger, Tchad et Éthiopie. Cependant un certain nombre de gouvernements, y compris la Zambie, le Malawi, le Kenya et le Rwanda, ont déjà augmenté leurs budgets agricoles de façon significative, ou vont bientôt le faire.

Investir plus et, plus judicieusement

Depuis l'époque des ajustements structurels des années 1980 et des années 1990, les partenaires au développement aussi bien que les gouvernements ont investi relativement peu dans l'agriculture. Un rapport de l'OCDE dit que la part totale de l'assistance au développement de l'étranger à l'agriculture africaine a décliné, passant de 26 pour cent, vers la fin des années 1980, à moins de cinq pour cent en 2005.

Pendant que l'on demande aux partenaires au développement d'augmenter l'investissement dans l'agriculture, il est tout aussi important d'aligner leurs choix d'investissement avec ceux énoncés par les gouvernements africains à travers le processus du PDDAA. Jusqu'à présent, les plus en ligne avec le PDDAA sont : la Commission Européenne, la Suède, le Royaume-Uni, les Etats Unis et certains programmes de la Banque Mondiale.

L'Afrique en ascension

Concernant l'Afrique, il n'y a pas que des mauvaises nouvelles. En effet, les économies agraires de l'Afrique sont en progression depuis une décennie, avec les produits nationaux bruts en croissance de six pour cent en moyenne par an et ceux du secteur agricole de quatre à cinq pour cent par an. De même le niveau de la production alimentaire par habitant en Afrique a connu une croissance régulière.

Les niveaux moyens de la pauvreté en Afrique, qui augmentaient annuellement au cours des années 1980 et 1990, ont actuellement baissé d'à peu près six pour cent pendant les dix dernières années. Et la part de la population sous-alimentés en Afrique sub-saharienne a baissé de 36 pour cent, au milieu des années 1990, à 32 pour cent ces dernières années.

Mais les progrès actuels ne sont pas suffisants

Bien que ces résultats atteints qui sont peu connus par l'opinion soient extrêmement encourageant, malgré leur niveau encore faible qui s'explique par le bas niveau de départ des économies africaines dévastées par des décennies de croissance négative et de pauvreté croissante. Ils reflètent aussi l'impact de la poussée récente de la demande externe pour les produits agricoles de bases. Cependant cette poussée de la demande est un phénomène qui peut ne pas durer et sur lequel l'Afrique n'a aucun contrôle. De plus, il est important de se rendre compte que même si ces niveaux de croissance étaient soutenus, ils ne mettraient pas l'Afrique sur la voie de l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) des Nations Unies qui sont, réduire de moitié la pauvreté et le nombre de personnes mal nourries d'ici à 2015.

Construire l'Afrique signifie construire l'agriculture

Le secteur vaste de la recherche sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté a montré que la voie la plus efficace pour réduire la pauvreté de manière durable est d'augmenter la productivité et les revenus des ressources dont les pauvres dépendent pour leurs moyens d'existences. Dans presque tous les pays africains, ces ressources sont la terre et la main d'œuvre agricole et rurale non agricole. La relation entre la prédominance de la pauvreté et le taux de croissance agricole dans les pays africains est bien documentée. Le fait que les pays avec la plus haute croissance agricole connaissent les taux de pauvreté les plus bas ne résulte pas seulement de plus hauts revenus dans le secteur agricole, mais aussi dans les autres secteurs ruraux non agricoles. En effet il été démontré qu'une augmentation de US\$1 des revenus de la ferme entraîne une augmentation de US\$1,50 à US\$2,50 dans les revenus ruraux.

Atteindre les ODM

Le PDDAA vise à exploiter et amplifier la croissance récente pour aider plus de pays africains à atteindre, ou au moins s'approcher des ODM à travers le développement durable et une sécurité alimentaire améliorée. Toutes les bonnes nouvelles concernant l'amélioration des économies africaines et de la production alimentaire indiquent que les changements nécessaires pour réduire de façon significative la pauvreté et éliminer la malnutrition sont vraiment à la portée de beaucoup de pays africains. Le NEPAD encouragera donc les communautés économiques régionales ainsi que les gouvernements sur tout le continent à entreprendre les politiques et les mesures d'investissements nécessaires pour accélérer et étendre le processus de croissance.

Récemment, neuf pays ont réalisés ou dépassés les objectifs de croissance annuelle de six pour cent fixé par le PDDAA, il s'agit de : l'Angola, le Burkina Faso, la République du Congo, l'Erythrée l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée-Bissau, le Nigéria et le Sénégal. D'autres pays en sont proches : le Rwanda, le Bénin, le Ghana et l'Ouganda. Soutenir cette croissance et encourager sa propagation au reste de l'Afrique est le but de PDDAA.

PDDAA: Un programme africain, mené par l'Afrique

Si les tendances de croissance positives actuelles sont maintenues ou s'accroissent, la plupart des pays africains devraient être capables d'accomplir les ODM concernant la pauvreté en 10 ans, juste quelques années après la date butoir de 2015. Ce n'est pourtant pas acquis que ces taux de croissance peuvent continuer sans des politiques plus intelligentes, une coordination et un investissement ciblé par les différents acteurs africains et internationaux travaillant ensemble pour améliorer les niveaux de vie des peuples du continent.

Le PDDAA signifie faire plus avec l'argent et l'effort déjà investi en Afrique, par les gouvernements et les bailleurs de fonds, pour assurer la sécurité alimentaire et encourager la croissance économique. Il s'agit d'établir un réseau de contacts, définir les priorités, et harmoniser les objectifs, les dépenses, et les activités entre les différents acteurs qui sont engagés à élever le niveau de vie en Afrique. Ceux-ci vont des organisations représentant les grands et petits exploitants agricoles, aux agents de vulgarisation et de conseil agricoles fonctionnaires de ministères, bailleurs de fonds, grandes compagnies d'agro-business et ONG.

Nous devons changer de vitesses si nous voulons atteindre et maintenir les cibles de croissance agricoles de six pour cent. C'est là où les fruits de la recherche agricole – les nouvelles pratiques, les technologies, les politiques et les procédures alignées à la sécurité alimentaire et aux nouvelles opportunités de marché - peuvent faire une contribution importante. Lier le PDDAA aux initiatives des bailleurs de fonds tel que le programme « Utilisation des Résultats de la Recherche » [Research Into Use] du Département pour le Développement Internationale du Royaume-Uni (DFID) lui fournit les compétences nécessaires pour promouvoir et adopter des innovations agricoles sur plus grande échelle.

Les quatre piliers du PDDAA

En 2003, sous l'égide du PDDAA, les gouvernements africains, les institutions régionales, les bailleurs de fonds, les experts du secteur agricole et d'autres acteurs ont établi quatre priorités pour le continent (que l'on appelle quelquefois 'les piliers') pour l'investissement et l'action dans la production agricole, la sylviculture, la pêche et l'élevage. Ces quatre piliers sont :

- l'extension des superficies irriguées et la Gestion Durable des Sols et de l'eau ;
- l'augmentation de l'accès au marché par l'amélioration des infrastructures rurales et d'autres actions concernant le commerce;
- l'augmentation de l'offre alimentaire et la réduction de la faim à travers la région en augmentant la productivité des petits cultivateurs et en améliorant les réponses aux urgences alimentaires;
- l'amélioration de la recherche agricole et des systèmes de dissémination des nouvelles technologies appropriées et l'augmentation de l'appui pour aider les producteurs pour leur adoption.

Fixer des objectifs à l'échelle continentale a du mérite, car il encourage les bailleurs de fonds à se concentrer sur les problèmes que les dirigeants africains ont identifiés comme étant prioritaires dans les efforts pour améliorer le bien-être des populations. Cependant, en termes pratiques, le PDDAA a son plus grand impact aux niveaux régionaux et nationaux.

L'impact du PDDAA au niveau régional et national

Avec ces quatre piliers continentaux comme fondation, en 2004-05 le PDDAA a commencé à concentrer ses efforts au niveau des trois Communautés Economiques Régionales de l'Afrique (CER), qui se sont maintenant 'appropriés' le PDDAA. Ceux-ci sont : la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC). Chacune a tenu des ateliers régionaux pour établir leurs propres priorités basées sur les piliers continentaux.

De là, les efforts du PDDAA descendent au niveau de tables rondes nationales responsables pour les actions suivantes :

- aligner les politiques des Etats avec les priorités régionales et les quatre piliers;
- exploiter les synergies et identifier les goulots d'étranglement économiques entre pays voisins et décider des actions appropriées sur ces questions;
- identifier les insuffisances dans le financement des bailleurs de fonds pour mettre en œuvre ces priorités;
- lancer le travail de suivi et d'évaluation des progrès du PDDAA aux niveaux national, régionale et continentale.

Ces tables rondes nationales, qui sont actuellement en cours, aboutiront sur un pacte national entre les bailleurs de fonds et chaque gouvernement pour soutenir la mise en œuvre des quatre piliers et l'atteindre les objectifs fixés à ces piliers.

Améliorer la communication

Un autre objectif clé du PDDAA est une meilleure communication et coordination entre le large éventail de parties prenantes qui sont - en théorie - unis par le but commun de garantir le développement économique, mais dont les efforts ne sont pas souvent coordonnés. Cela signifie, par exemple, associer les chercheurs et les agents de vulgarisation et de conseil agricoles avec les hauts-fonctionnaires des ministères chargés du secteur agricole d'une part, et les petits exploitants agricoles de l'autre. Cela veut dire aussi inclure le microcrédit dans l'équation et faire de sorte que le département du transport national et les partenaires au développement fassent ce qu'ils peuvent pour améliorer les routes afin de faciliter l'accès aux marchés et aux intrants agricoles. De même cela veut dire améliorer la nutrition des enfants par la mise en place des jardins scolaires en relation avec l'Initiative Micro nutritive globale [Micronutrient Initiative], cela voudrait aussi dire travailler avec les écologistes pour dissiper les inquiétudes relatives aux menaces sur la biodiversité et la conservation de l'eau consécutives au développement de l'irrigation et à la protection des végétaux..

Avec le PDDAA il s'agit, essentiellement, de réunir les divers acteurs clé, aux niveaux continental, régional et national, améliorer la coordination, partager la connaissance, les succès et les échecs, s'encourager et promouvoir les efforts communs et individuels pour mettre en œuvre les quatre priorités du PDDAA.

Il ne s'agit pas de lancer un grand nombre de nouveaux projets, bien qu'il y en ait certains. Il s'agit de communiquer plus des solutions d'une partie du continent à l'autre et s'attaquer aux problèmes à l'intérieur des pays et entre les pays qui inhibent l'amélioration de la production agricole, la sécurité alimentaire et les revenus. Ceux-ci incluent, par exemple, les barrières, douanières et autres, au commerce agricole intra-africain et les obstacles financiers auxquelles font face les fermiers ayant besoin d'engrais et de semences pour améliorer la productivité.

Un terrain fertile pour le progrès

Améliorer l'accès a des intrants agricoles abordables, particulièrement l'engrais et les semences, est un but clé du PDDAA. La raison peut être vite illustrée en considérant la situation critique des fermiers dans des pays comme la Zambie.

En Zambie, la pauvreté et l'isolement rural, couplé avec les augmentations de prix et le retrait des subventions gouvernementales, signifient que les fermiers ne peuvent plus se permettre d'acheter et transporter les engrais qu'ils ont eu l'habitude d'utiliser pour cultiver des produits de haute valeur ajoutée comme le maïs. Au cours des dernières années un très grand nombre de fermiers Zambien sont, donc, retournés aux productions de subsistance comme le manioc et le millet, étant donné que ceux-ci conviennent plus aux sols usés de l'Afrique.

Mais ces récoltes ne fournissent pas un régime alimentaire assez varié pour garantir de bons niveaux de nutrition. Et parce qu'ils ne fournissent pas aux fermiers des revenus adéquats, il n'y a pas d'argent pour acheter des fruits et légumes pour une meilleure nutrition. Par conséquent, la proportion d'enfants physiquement et intellectuellement déficients en Zambie est montée de 36 à 47 pour cent depuis 1990.

Comment le PDDAA est-il mieux que les efforts passés ?

Il est légitime de se demander comment le PDDAA se distingue et comment il améliore, les nombreux efforts pour améliorer la sécurité alimentaire et la croissance économique en Afrique. La différence est que le PDDAA a été conçu et est mené par les Africains plutôt qu'être promu, si non imposé, de l'extérieur. Aucune initiative dans le passé n'a connu le niveau d'endorsement politique et de concentration de tout le continent comme le PDDAA.

Pour citer l'Institut d'Études sur le Développement, basé au Royaume Uni : "le PDDAA ne s'attaque pas à beaucoup de nouveaux problèmes, mais fournit le premier effort complet de les régler par un processus intégré. Ce cadre, avec des objectifs et cibles communs, devrait permettre aux leçons d'être partagées et aux succès d'être augmentés plus efficacement qu'auparavant. "Le rôle de coordinateur du PDDAA " aidera à garantir la cohérence et l'action coordonnée sur les politiques régionales importantes comme le commerce, les normes de sécurité alimentaire et le contrôle des animaux nuisibles et des maladies transfrontières".

Contactez le PDDAA

Pour plus d'informations, veuillez contacter Richard Mkandawire (RichardM@nepad.org) ou allez sur www.nepad.org/2005/files/caadp.php

Design, layout & printing: SCRIPTORIA (www.scriptoria.co.uk)